

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 29 (1937)
Heft: 1

Artikel: Chronique de l'année 1936
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384080>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Chronique de l'année 1936.

En Suisse.

- 3 janv.: Le Conseil fédéral accorde un sursis à la *Banque Leu & Co. S. A.*, à Zurich.
- 9 janv.: La Suisse conclut un nouveau *traité de commerce avec les Etats-Unis*.
- 31 janv.: *Le deuxième programme financier* est accepté au Conseil national par 111 voix contre 63, et au Conseil des Etats par 38 voix contre 3. Il prévoit une nouvelle baisse des traitements et des œuvres d'entr'aide sociales, une augmentation de la contribution de crise et de l'impôt sur les timbres ainsi que de quelques droits douaniers.
- 4 févr.: Le chef des nationaux socialistes en Suisse *Wilhelm Gustloff*, est assassiné à Davos par le sujet Yougoslave David Frankfurter.
- 18 févr.: Le Conseil fédéral décide de ne plus autoriser de *Centrale nationale du Parti national-socialiste* allemand, ni de *groupes régionaux*.
- 23 févr.: Dans les cantons de *Bâle-Ville* et de *Bâle-Campagne*, l'initiative populaire demandant la *fusion* des deux demi-cantons est acceptée.
- 7 juin: Le *Congrès du Parti socialiste suisse* rejette par 263 voix contre 255 le projet de défense nationale.
- 11 juin: Un crédit de 235 millions de francs pour le *renforcement de la défense nationale* et le moyen de se les procurer grâce à un *emprunt de la défense nationale* a été décidé au Conseil national par 139 voix contre 10 et 12 abstentions et au Conseil des Etats par 36 voix contre 0.
- 11 juin: Au Conseil national, les motions concernant la reprise des *relations diplomatiques* avec la Russie sont repoussées par 96 voix contre 72.
- 12 juin: Le Conseil fédéral prend un arrêté donnant *force obligatoire générale à la convention sur la réglementation des pourboires* dans l'industrie hôtelière.
- 20 juin: L'arrêté fédéral concernant *le contrôle des prix des marchandises* réglemente le contrôle des prix des marchandises dont la libre formation est limitée par des mesures de protection édictées par la Confédération ou par des accords à caractère de cartel.
- 22 juin: Le Conseil fédéral prend un arrêté pour *la protection de la monnaie nationale* menaçant de punir certaines spéculations et le fait de répandre de fausses nouvelles qui peuvent porter préjudice à notre monnaie nationale.
- 29 juin: Une initiative populaire pour la *défense des droits constitutionnels des citoyens* est déposée avec 58,690 signatures valables.
- 5 juill.: La « Via Vita » organise une *grève des automobilistes* pour protester contre l'arrêté fédéral prévoyant l'obligation de mélanger l'alcool à la benzine.
- 6 juill.: La Suisse conclut une *nouvelle convention de paiement* avec l'Allemagne.
- 8 juill.: Les *sanctions contre l'Italie* sont abolies.
- 8 août: L'initiative constitutionnelle concernant *l'assurance-chômage* aboutit avec 170,537 signatures valables.
- 14 août: Le Conseil fédéral interdit l'exportation *d'armes et de munitions* à destination de *l'Espagne* et la participation à la guerre civile.

- 26 août: Le Parti communiste dépose *une initiative contre les arrêtés fédéraux d'urgence* et pour la protection des droits démocratiques avec 53,416 signatures valables.
- 26 sept.: Le Conseil fédéral décrète la *dévaluation du franc suisse* de 30 pour cent environ et autorise le Département de l'Economie publique à prendre des mesures pour fixer les prix.
- 2 oct.: Le Conseil fédéral décide de *réduire divers droits de douane*, afin de *maintenir le coût de la vie* à un niveau bas. Par la suite d'autres facilités d'importation et mesures pour empêcher le *renchérissement de la vie*, sont prises. En outre, un crédit de 8 millions de francs est mis à disposition pour empêcher une augmentation du prix du pain et de la farine jusqu'à la fin de 1936.
- 9 oct.: Un arrêté du Conseil fédéral réglemeⁿt *le travail à domicile* et celui des petites entreprises de la *branche horlogère*.
- 10/11 oct.: Le *Congrès de l'Union syndicale suisse* prend position à l'égard de la politique économique et sociale de l'heure et décide d'approuver les lignes directrices pour la reconstruction économique et la sécurité de la démocratie.
- 16 oct.: 330 millions de francs ont été souscrits pour *l'emprunt concernant la défense nationale*. Le Conseil fédéral prend possession de la somme intégrale. 100 millions seront versés dans un fonds destiné à couvrir des dépenses ultérieures pour la défense nationale.
- 3 nov.: Le Conseil fédéral prend des mesures contre les *menées communistes en Suisse*. Les écrits, publications communistes venant de l'étranger et les imprimés publiés en Suisse et dirigés contre la sécurité intérieure de notre pays peuvent être saisis.
- 10 nov.: Le Conseil fédéral décide de former une *compagnie de volontaires pour la couverture de la frontière*.
- 18 déc.: L'Assemblée fédérale décide de procéder à une *revision partielle du Code des obligations*. La revision porte sur l'alinéa concernant le droit de société et entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1937.
- 22 déc.: Une *initiative populaire* concernant le *contrôle des industries des armements* et du trafic de matériel de guerre est déposée.
- 23 déc.: L'Assemblée fédérale édicte un arrêté fédéral concernant *la création d'occasions de travail* qui prévoit un nouveau crédit de 30 millions de francs et l'élargissement des dispositions concernant la création de possibilités de travail. Elle décide en outre de remanier et de modifier en partie l'arrêté fédéral concernant *l'aide de crise aux chômeurs*.
- 23 déc.: Le Conseil fédéral décide de reconnaître de jure *la suprématie italienne en Abyssinie*.

Etranger.

- 23 janv.: *Le cabinet Laval* présente sa démission. Le nouveau gouvernement français est formé par *Sarraut* (radical).
- 16 févr.: En *Espagne*, les élections au Parlement assurent la victoire du *Front populaire*. Sur les 473 mandats, le parti des gauches obtient 251 sièges.
- 7 mars: La zone démilitarisée du Rhin est occupée par les *troupes allemandes*, ce qui représente une infraction aux traités de Versailles et de Locarno.

- 29 mars: De *nouvelles élections* au Reichstag ont lieu en *Allemagne*. Il s'agit en même temps d'un plébiscite à l'occasion duquel le peuple est appelé à dire s'il est d'accord avec l'occupation de la zone démilitarisée du Rhin. Le 99 pour cent des électeurs a approuvé la politique suivie jusque là. Il ne faut pas oublier à ce propos que les bulletins blancs sont comptés comme acceptants.
- 3 mai: Les *nouvelles élections en France* font nettement triompher le *Front populaire*. Sur 618 mandats, il en obtient 381. Le nombre des communistes et des socialistes a fortement augmenté.
- 9 mai: Le Grand Conseil fasciste décide l'*annexion de l'Abyssinie*. Le maréchal Badoglio est nommé gouverneur-général de l'Abyssinie.
- 24 mai: Les *élections aux Chambres en Belgique* entraînent un fort recul des catholiques. Le groupe fasciste des rexistes est réadmis dans la Chambre. Le nouveau cabinet est formé sur la base de l'ancien avec la différence que les socialistes obtiennent deux ministères de plus.
- 31 mai: Une *grève* des métallurgistes français aboutit à une augmentation de salaire de 10 pour cent. Au cours des jours suivants une vague de grèves déferle sur toute la France. Diverses entreprises sont occupées pendant plusieurs jours par les ouvriers. Les mouvements se poursuivent jusqu'à la mi-juillet et se terminent presque tous en faveur des ouvriers.
- 4 juill.: Le Cabinet Sarraut *en France* démissionne. Il est remplacé par le gouvernement du Front populaire sous la présidence de *Léon Blum*.
- 13 juill.: En *France* est votée une loi sur l'introduction de la *semaine de quarante heures*.
- 15 juill.: En *Belgique*, de graves grèves éclatent au sujet des conditions de salaires. Grâce à l'intervention du gouvernement, les conflits sont rapidement liquidés. Les ouvriers obtiennent gain de cause presque sur toutes les revendications.
- 15 juill.: Le *gouvernement socialiste suédois* se retire. Le chef du Parti agraire est chargé de constituer le nouveau Cabinet.
- 4 juill.: L'Assemblée de la Société des Nations décide la *levée des sanctions contre l'Italie*.
- 17 juill.: La *Chambre française* décide de procéder à l'*étatisation des industries des armements*.
- 18 juill.: Une *rébellion* a lieu dans les garnisons du *Maroc espagnol*, laquelle s'étend à toute l'*Espagne* sous forme d'une révolte fasciste contre la République et dégénère en *guerre civile* de longue durée.
- 24 août: L'*Allemagne* introduit le *service militaire de 2 ans*.
- 25 août: 16 anciens collaborateurs de Lénine condamnés à mort par la Cour suprême de l'*Union des Soviets*, sont exécutés.
- 20 sept.: Les *élections à la Chambre suédoise* marquent un grand succès pour les socialistes. Ils obtiennent le 46 pour cent de toutes les voix et 112 mandats, les conservateurs le 18 pour cent des voix et 44 mandats, le parti agraire 14 pour cent des voix et 36 mandats, le parti populaire radical 13 pour cent des voix et 27 mandats, les socialistes Klimbom 4,4 pour cent des voix et 6 mandats, les communistes 3,3 pour cent des voix et 5 mandats, les nationaux-socialistes 0,7 pour cent et pas de mandat. L'ancien parti agraire se retire. Le nouveau gouvernement est formé par le chef socialiste Hansson.

- 26 sept.: Le *franc français* est dévalué de 30 pour cent.
- 27 sept.: La Hollande décrète une interdiction d'exporter de l'or et procède à la *dévaluation du florin*.
- 5 oct.: *L'Italie* décrète la baisse du cours de la lire.
- 15 oct.: Le *roi des Belges* déclare que la *Belgique* revient à la politique de neutralité.
- 20 déc.: Lors des *élections au Storting norvégien*, le Parti travailliste au pouvoir a vu le nombre de ses sièges passer de 69 à 71. Il obtient le 42 pour cent des voix, les conservateurs le 21 pour cent et 36 mandats, les libéraux le 16 pour cent et 23 mandats, les paysans le 11 pour cent et 18 mandats. Deux sièges sont attribués au Parti populaire chrétien. Les autres petits partis n'obtinrent aucun mandat.
- 3 nov.: Aux *Etats-Unis*, l'ancien président *Roosevelt* est réélu à une écrasante majorité. Il obtient plus de 24 millions de voix, tandis que son concurrent Landon n'en obtient que 13 millions.
- 24 nov.: *Carl Ossietzky* obtient le *Prix Nobel pour la paix pour 1936*.
- 25 nov.: Une *convention* visant à la lutte contre le communisme est conclue entre *l'Allemagne et le Japon*.
- 11 déc.: Le *roi d'Angleterre Edouard VIII* abdique, le Cabinet et le Parlement ayant décliné ses propositions de mariage. Son frère *Georges VI* lui succède sur le trône.

Publications reçues.

Les conséquences sociales de la crise. 376 pages. 7.50 fr. suisses.

Dans ses publications périodiques comme dans des études spéciales, le B.I.T. a déjà eu souvent l'occasion d'examiner certaines répercussions de la crise mondiale sur la situation des travailleurs, en un mot d'étudier certaines *conséquences sociales de la crise*. C'est ce que fait notamment le directeur du B.I.T. dans le rapport qu'il adresse chaque année à la Conférence internationale du travail. *L'année sociale* consacre également un chapitre aux principaux faits qui se sont déroulés dans le domaine économique au cours de l'année écoulée.

Aujourd'hui, le B.I.T. nous présente une étude du professeur Wladimir Woytinsky sur les *conséquences sociales de la crise*. Cet ouvrage présente une vue d'ensemble qui porte sur toute la période de crise. A l'aide d'exemples saisissants, l'auteur nous montre les répercussions de la dépression économique dans plusieurs pays choisis à dessein comme caractéristiques.

Il examine l'incidence de la crise sur les diverses classes de la population. Il passe en revue tour à tour les ouvriers, les paysans, les classes moyennes et les capitalistes et rentiers, calcule leurs pertes, étudie leurs réactions, leurs tentatives pour échapper à la crise. Il se penche sur l'angoissant problème de la vie quotidienne de milliers d'être humains au milieu d'une tourmente comme le monde n'en a encore jamais connu.

L'ouvrage a le mérite essentiel de démontrer les rouages complexes du monde économique moderne, l'interdépendance de tous les phénomènes économiques et de prouver qu'à côté de la misère profonde de certaines classes sociales, d'autres ont pu sinon augmenter, du moins maintenir leur richesse. Le professeur Woytinsky conclut que trop d'efforts ont été vainement dépensés en s'attaquant à des manifestations isolées de la crise et que pour éviter le retour d'un pareil cataclysme la vue d'ensemble sera une condition nécessaire.